



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SUD CHIMIE

Sanofi a mauvaise presse ces derniers temps. Même les médias les plus complaisants finissent par reconnaître **le fiasco** de Sanofi dans la course aux vaccins.

Et si la casse sociale qui sévit dans le groupe depuis des années était responsable de **cet échec** ?

L'entité Recherche et Développement (R&D) du groupe est à nouveau **menacée** par un plan social. Plutôt que de se focaliser sur la lutte contre la pandémie, Sanofi annonce **la suppression** de, a minima, 364 postes, **la fermeture** du site de Strasbourg et **l'arrêt** de nombreuses activités, en particulier en chimie. En 10 ans, Sanofi a capté **1.5 milliards d'argent public** sous forme de crédit d'impôt recherche et dans le même temps a supprimé la moitié de ses effectifs dans la recherche !

La production n'est pas épargnée : le projet Pluton vise à **externaliser** 3100 salariés répartis dans six de ses sites de production de médicaments situés en France et en Europe. Pourtant, la crise sanitaire a mis en évidence la fragilité des filières d'approvisionnement en médicaments essentiels. Sanofi en profite pour créer de toute pièce une structure dédiée autonome, mais en **démembrant** un outil industriel déjà existant. Une opération à visée essentiellement **financière**.

En 2018, Sanofi a décidé d'**arrêter** complètement la recherche sur les anti-infectieux (antibiotiques et anti-viraux), pour des raisons de **rentabilité** trop faible. Cette tendance est généralisée dans les multinationales pharmaceutiques et nous nous retrouvons aujourd'hui sans traitement efficace contre le SARCoV-2. Si demain nous sommes confrontés à une épidémie d'origine bactérienne, nous serons tout aussi démunis, sans antibiotique innovant capable de lutter contre des bactéries multirésistantes.

LE MÉDICAMENT EST UN BIEN COMMUN. Si l'on veut que ce simple postulat de bon sens devienne réalité, il n'y a d'autre choix que d'arracher toute la filière du médicament, de la recherche à la commercialisation, des mains des multinationales du secteur. **LE MÉDICAMENT NE PEUT ÊTRE UNE MARCHANDISE.**

Nous le voyons de façon criante dans cette période de pandémie. Les vaccins contre la COVID n'existeraient pas sans les avancées scientifiques, libres de droit, issues de la recherche publique. L'industrie pharmaceutique bénéficie aussi d'argent public au travers des crédits d'impôt, des partenariats public-privé et surtout du remboursement des médicaments par les systèmes de santé. Dans le cas de la pandémie à tout cela se sont ajoutées des aides financières massives de la part des Etats sous forme de pré-commande de vaccins et autres mécanismes de soutien à la production.

LES BIG PHARMA accaparent les avancées scientifiques et l'argent public pour les transformer en **profits financiers**.

A ce jour, les détenteurs de la propriété intellectuelle des vaccins peuvent décider comment le vaccin sera produit, par qui, et à quel prix il sera vendu. Les populations sont alors **otages** des grands laboratoires, avec la complicité des gouvernements, qui refusent de changer les règles.

C'est pourquoi nous REVENDIQUONS :

- L'ABOLITION des brevets des vaccins contre la COVID pour en faire **un bien commun**, accessible à tous ;
- LA RÉQUISITION des moyens de production pour permettre la fabrication et la distribution des vaccins **dans tous les pays**.

Sanofi détruit son outil industriel, capte de l'argent public et ne répond pas aux besoins de santé. Nous revendiquons :

- L'arrêt immédiat des licenciements dans le groupe ;
- Une loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices et/ou perçoivent de l'argent public ;
- L'arrêt immédiat de tout versement d'aides publiques, quelles qu'elles soient ; en premier lieu le crédit impôts-recherche ;
- Le développement d'une filière médicament (de la recherche à la commercialisation) sous contrôle public (création d'un pôle public de santé).

NOUS SOUTENONS L'ENSEMBLE DES PÉTITIONS INITIÉES POUR L'ACCÈS AUX VACCINS POUR TOUS

LE 11 MARS

CELA FERA 1 AN QUE L'OMS A DÉCLARÉ LA PANDÉMIE MONDIALE.

A CETTE OCCASION, SUD CHIMIE VOUS DONNE RENDEZ VOUS !

Nous appelons tous les salariés, citoyens, associations de patients, politiques ou signataires des pétitions, qui se reconnaissent dans ces revendications à venir nous rejoindre massivement

- A **10H30**, A PARIS BERCY DEVANT LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR LA FNIC CGT
- A **15H00**, DEVANT LE SIÈGE SOCIAL DE SANOFI, 54 RUE DE LA BOÉTIE PARIS 8^{ème} ARRONDISSEMENT, RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR SUD CHIMIE & SOLIDAIRES

LA SANTÉ N'EST PAS UN PRODUIT FINANCIER

LE MÉDICAMENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE

LES SALARIÉS NE SONT PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT

Franck Aubertin
06.13.79.77.06

Sandrine Caristan
06.24.46.93.72

Marion Layssac
06.19.33.41.07